

Attaque de Villeurbanne : des réactions médiatiques et politiques fort instructives

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 02 septembre 2019

Source [Boulevard Voltaire] [Une attaque a été perpétrée, samedi après-midi, à Villeurbanne](#), à la sortie d'un métro. L'agresseur était armé d'un couteau et d'une fourche de barbecue. Bilan : un mort et huit blessés, dont trois grièvement. Après son arrestation, le parquet de Lyon l'a placé en garde à vue pour « assassinat et tentative d'assassinat ». On a appris assez vite qu'il s'agissait d'un réfugié afghan, demandeur d'asile.

On devrait en apprendre plus sur les motivations exactes de cet homme, mais le plus instructif, ce sont les premiers commentaires des médias, qui ont répété à l'unisson que la piste terroriste n'était pas privilégiée. Certes, tant que l'enquête ne l'a pas éclairci, on ne peut affirmer s'il s'agit d'un acte dicté par le fanatisme islamique ou de l'acte d'un « déséquilibré ». Mais n'est-ce pas tendancieux de privilégier une version plutôt que l'autre, dans la présentation de ce fait divers tragique ? Il suffisait de dire qu'on ne pouvait, à ce stade de l'enquête, déterminer avec certitude les motivations de cette agression mortelle.

Les réactions politiques ne sont pas moins intéressantes. Gérard Collomb s'est dit « *extrêmement choqué* », tandis que Christophe Castaner a déclaré que « *la police nationale est mobilisée, sous l'autorité du procureur de la République, pour faire toute la lumière sur l'agression* » et que « *[ses] premières pensées vont aux proches et à la famille du jeune homme qui a perdu la vie* ». Bruno Bonnell, député LREM de Villeurbanne, a appelé sur *LCI* à la prudence dans l'interprétation de cette attaque, précisant qu'« *on a malheureusement un climat qui tout de suite fait sortir la carte terroriste de tout acte d'agression* ». Une prudence extrême, donc, pour ne pas admettre qu'il pourrait y avoir un lien entre le terrorisme et une immigration incontrôlée.

D'autres personnalités politiques, notamment au Rassemblement national et à droite, ont mis les pieds dans le plat, se faisant accuser d'instrumentaliser cette affaire. Marine Le Pen a déclaré que « *de nationalité afghane, l'un des suspects de l'attaque au couteau de Villeurbanne est par ailleurs [...] un demandeur d'asile* », mettant en cause « *la naïveté et le laxisme de notre politique migratoire* ». Même type de réaction du côté de Nicolas Dupont-Aignan, qui se demande « *combien de temps les Français devront-ils encore supporter le laxisme migratoire du gouvernement* », ou de Julien Aubert, candidat à la présidence LR, pour qui « *il faut revoir de fond en comble ce droit [d'asile] qui est dévoyé, pour le réserver aux vraies victimes et ne pas en faire une passoire d'immigration illégale* ».

Car le problème est bien là. Qu'il s'agisse d'un individu aux intentions terroristes ou d'un « déséquilibré » (les deux ne sont pas incompatibles), on ne peut éluder la question de la politique migratoire. Est-il normal que des assassins en puissance puissent se retrouver sur le territoire français le plus légalement du monde ? Le fait que l'agresseur soit inconnu des services de police – sauf, selon *BFM TV*, pour son addiction aux

stupéfiants – n'est guère rassurant : combien de personnes dangereuses circulent ainsi en France sans que la police ne soit au courant ? Quant à la thèse de la folie, elle reste bien fragile : quand on se poste à la sortie d'un métro, armé d'un couteau et d'une fourche de barbecue, cela ressemble beaucoup à de la préméditation.

Le procureur devrait prochainement prendre la parole. On en saura peut-être un peu plus. Quoi qu'il en soit, le gouvernement commettrait une faute grave s'il ne s'interrogeait pas, à l'occasion de ce fait divers tragique, sur sa politique migratoire.